



Fédération canadienne des **con**tribuables

Rapport annuel 2018



À PROPOS DE NOUS

La *Fédération canadienne des contribuables* (FCC) est un organisme à but non-lucratif de régime fédéral prônant une réduction des taxes et impôts, une diminution du gaspillage de fonds publics et un gouvernement imputable, prêt à rendre des comptes à ses citoyens. Fondé en Saskatchewan en 1990, *lorsque l'Association of Saskatchewan Taxpayers et la Resolution One Association of Alberta* se sont fusionnées afin de créer une association d'envergure nationale. Aujourd'hui, la Fédération compte plus de 141 000 supporters, d'un bout à l'autre du pays.

La Fédération a un bureau fédéral à Ottawa, ainsi que des bureaux régionaux en Colombie-Britannique, en Alberta, dans les Prairies (Saskatchewan et Manitoba), en Ontario, au Québec et dans les Maritimes. Les bureaux régionaux effectuent de la recherche et des activités de défense des droits des contribuables au sein de leurs provinces respectives, en plus d'agir en tant qu'organismes régionaux d'initiatives pancanadiennes.

Les bureaux de la *Fédération canadienne des contribuables* effectuent, chaque mois, des centaines d'entrevues avec les médias, tiennent des conférences de presse et publient régulièrement des communiqués de presse, des commentaires, des interventions en ligne et des publications afin de s'assurer que les revendications des supporters de la Fédération soient entendues. Ses représentants s'expriment régulièrement dans le cadre de fonctions officielles, font des présentations devant des officiels gouvernementaux, rencontrent des politiciens, organisent des pétitions, des conférences et des campagnes afin de mobiliser les citoyens pour que l'on puisse obtenir de réels changements au niveau des politiques publiques. Chaque semaine, ses bureaux envoient des commentaires intitulés « *Let's Talk Taxes* » (*Parlons taxes*), à plus de 800 médias et personnalités à travers le Canada.

Chaque contribuable Canadien supportant la mission de la *Fédération canadienne des contribuables* peut, gratuitement, devenir un sympathisant en s'inscrivant à notre info-lettre « *Action Updates* ». Les sympathisants ayant fait un don peuvent aussi recevoir notre publication phare, le magazine « *The Taxpayer* » (*Le Contribuable*), publié trois fois par an.

La *Fédération canadienne des contribuables* est un organisme indépendant, sans aucune affiliation institutionnelle ou partisane. Il est prohibé pour ses employés et membres du conseil d'administration d'être membres de quelque parti politique qu'il soit. En 2017-18, la Fédération a amassé 5,1 million de dollars grâce à plus de 31 205 dons. Les dons ne sont pas déductibles d'impôt.

L'ÉQUIPE DE LA FÉDÉRATION CANADIENNE DES CONTRIBUABLES

Troy Lanigan – Président et chef de la direction

Scott Hennig – Vice-président, Communications

Melanie Harvie – Vice-présidente exécutive

Shannon Morrison – Vice-présidente, Opérations

Rod Cunningham – Gestionnaire national des représentants

Aaron Wudrick – Directeur des communications, Fédéral

Kris Sims – Directrice des communications, Colombie-Britannique

Franco Terrazzano – Directeur des communications, Alberta (septembre-décembre)

Colin Craig – Directeur des communications, Alberta (janvier-août)

Todd MacKay – Directeur des communications, Prairies

Christine Van Geyn – Directrice des communications, Ontario

Carl Vallée – Directeur des communications, Québec (janvier-juillet)

Renaud Brossard – Directeur des communications, Québec (août-décembre), directeur exécutif de Génération sacrifiée (janvier-août)

Paige MacPherson – Directrice des communications, Canada Atlantique

Jeff Bowes – Directeur de la recherche

Dean Smith – Directeur des publications et webmestre (janvier-août)

Kris Rondolo – Directrice exécutive de Génération sacrifiée (septembre-décembre)

Genevieve Sauer – Assistante administrative

Elizabeth Zemlak – Assistante administrative

Brenda Smith – Assistante administrative

Olivia Stasiuk – Assistante administrative

Rick Pepper – Directeur du programme de patrimoine

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Adam Daifallah – Président du conseil d'administration

Ken Azzopardi

Peter Budreski

Michelle Eaton (nommée en mai 2018)

David Hunter

Melissa Mathieson

Karen Selick (son mandat a expiré en juin 2018)



MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Au cours de la dernière année, la Fédération canadienne des contribuables a beaucoup grandi et est passée au travers d'importants changements. Le plus gros changement était le départ à la retraite de Troy Lanigan, notre président et chef de la direction depuis de nombreuses années. Troy s'est joint à la FCC en 1992 et a gravi les échelons, jusqu'au poste de président en 2009. Durant son mandat de président, l'organisme a connu une croissance extraordinaire et de nombreuses victoires dans le domaine des politiques publiques. Troy était le cerveau derrière Génération sacrifiée et notre expansion vers le Canada Atlantique.

Troy a aussi mené à bien un objectif qui me tenait à cœur, l'expansion au Québec. J'ai le plaisir d'annoncer la présence à temps plein de la FCC au Québec grâce à la nomination de l'ancien membre de Génération sacrifiée, Renaud Brossard, comme nouveau directeur pour le Québec.

Le conseil d'administration a sélectionné à l'unanimité Scott Hennig à titre de président et chef de la direction, à partir du 1er janvier 2019. Depuis 10 ans, Scott était à la tête de l'équipe de communications et nous avons hâte de voir son leadership énergique à l'œuvre au cours des prochaines années.

De plus, j'aimerais remercier Karen Selick qui a quitté le conseil d'administration cette année, à la fin de son mandat. Nous apprécions grandement ses neuf années et trois mandats de service au sein du conseil d'administration de la FCC. Sans ces bénévoles dévoués prêts à consacrer de leur temps et de leur expertise pour servir sur le conseil, la FCC ne serait pas aussi solide qu'elle l'est maintenant. De plus, j'aimerais remercier Michelle Eaton d'avoir accepté de se joindre au conseil d'administration cette année. Nous savons que Michelle contribuera à renforcer le conseil.

Bien entendu, aucune croissance, expansion ou victoire relative aux politiques publiques n'aurait pu être possibles sans l'appui de dizaines de milliers de Canadiens. La FCC est un organisme unique. Elle bénéficie de l'appui de nombreux Canadiens prêts à appuyer notre travail avec leur argent, rivalisant en taille avec plusieurs partis politiques, et tout cela sans l'avantage d'un crédit d'impôt pour dons politique ou de bienfaisance. J'aimerais remercier du fond de mon cœur nos donateurs et supporteurs pour leur engagement envers un Canada plus libre et prospère.

Adam Daifallah

Président du conseil d'administration
Fédération canadienne des contribuables

MOT DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION



2018 a été une année assez mouvementée à la FCC. Nous avons vécu quelques premières, avons obtenu plusieurs victoires dans le domaine des politiques publiques et sommes passés à travers de nombreux changements.

Notre premier changement en fait, vous le tenez entre vos mains. Nous en avons déjà discuté pendant quelques années et, c'est aujourd'hui réalité : dorénavant, nous publierons un rapport annuel autonome, tel que celui-ci, à chaque printemps. Cela permet de vous montrer ce que chaque don à la FCC nous permet d'accomplir. Lorsque nous travaillons ensemble, nous pouvons accomplir de grandes choses.

Notre second changement a plutôt trait à notre personnel (voir page 4). Carl Vallée et Kevin Lacey, qui ont respectivement ouvert nos premiers bureaux au Québec et dans le Canada atlantique sont partis relever de nouveaux défis cette année.

Deux autres vétérans de la FCC nous ont quitté. Dean Smith, notre directeur des publications et webmestre (et l'esprit créateur derrière notre magazine *The Taxpayer*) a pris sa retraite cette année. La seconde personne, c'est moi. Nous quittons la FCC après 26 ans de service. Ce sera Todd MacKay qui assumera le poste de Vice-président aux communications, et Scott Hennig assumera le rôle de président à partir du 1^{er} janvier 2019.

Malgré tous ces changements, la FCC a maintenu le cap. Dans ce rapport, nous vous présentons cinq victoires tangibles que nous avons pu obtenir pour les contribuables en 2018. Nous avons fait reculer le gouvernement de la Saskatchewan quant à l'imposition de la taxe de vente provinciale sur les primes d'assurance (voir page 13) et avons réussi à faire annuler les hausses salariales mirobolantes que s'étaient octroyés les élus siégeant au conseil de *Metro Vancouver* (voir page 15). En Ontario, nous avons enfin réussi à faire éliminer la taxe provinciale sur le carbone (voir page 7). En Alberta, la FCC a eu gain de cause dans le cadre d'un plébiscite visant à faire annuler la candidature de Calgary aux Jeux olympiques de 2026 (voir page 12). Et, pour finir, nous avons lutté aux côtés d'activistes autochtones afin de faire respecter la *Loi sur la transparence financière des Premières Nations* et avons eu gain de cause non pas une, mais bien deux fois (voir page 10).

En ce qui a trait aux quelques premières dont je vous parlais un peu plus haut, 2018 était la première année où la FCC a amassé plus de cinq millions de dollars, grâce aux plus de 31 200 dons que vous avez effectué. Merci à chacun d'entre vous pour avoir aidé à faire de 2018 une année mémorable à la FCC. Soyez fiers de ce qui se trouve dans ces pages, et préparez-vous pour une année 2019 enflammée!

Troy Lanigan

Président et chef de la direction
Fédération canadienne des contribuables

NOUVEAUX VISAGES

En 2018, nous avons vécu quelques changements de personnel importants. Plus tôt dans l'année, notre premier directeur pour le Canada Atlantique, Kevin Lacey, nous a quittés. Kevin a été embauché au cours de l'été 2010 afin d'établir un bureau dans les provinces de l'atlantique. En plus des nombreuses victoires que la FCC a obtenu sous le leadership de Kevin, il a fait connaître la FCC à un nouveau public. Kevin a été remplacé par Paige MacPherson qui était la directrice pour l'Alberta depuis 2015. Paige était en congé de maternité pour la première moitié de 2018, mais est déménagée de Calgary à Halifax au cours de l'été.

Paige a été remplacée en Alberta au cours de l'automne 2017 par l'ancien directeur pour les Prairies, Colin Craig. Colin est devenu le directeur permanent pour l'Alberta au début de 2018, mais nous a quitté en août afin de démarrer un nouveau think tank. Colin a été remplacé par Franco Terrazzano, qui s'est joint à la FCC suite à un passage auprès de la Chambre de commerce de Calgary.

Au Québec, notre premier directeur, Carl Vallée, nous a quitté durant l'été. En 2016, Carl a aidé la FCC à s'établir dans la belle province. Bien qu'il n'ait occupé ce poste qu'à temps partiel, Carl a eu un impact énorme. Dès son arrivée en poste, il nous a fait bénéficier de son grand profil médiatique et a établi la FCC auprès de nombreux organes de presse importants. Carl a été remplacé par Renaud Brossard.

Renaud a commencé comme étudiant bénévole en 2013 pour l'initiative jeunesse de la FCC, Génération sacrifiée. Dès ses débuts, il s'est fait remarquer. Il a organisé le premier Forum d'action de Génération sacrifiée à Montréal, qui a été reproduit de nombreuses fois à travers le pays. Il a été embauché pour mener Génération sacrifiée en 2017.

Nous avons embauché Kristine Rondolo pour remplacer Renaud. Après ses études à l'Université d'Ottawa, Kris a travaillé auprès de quelques députés sur la Colline parlementaire avant de se joindre à la FCC au cours de l'été.

Karen Selick a quitté le conseil d'administration après y avoir siégé comme membre pendant de nombreuses années. Elle a été remplacée par une autre résidente de l'Ontario, Michelle Eaton.

Finalement, Troy Lanigan, président et chef de la direction et Dean Smith, directeur des publications et webmestre, nous ont quitté en 2018. Ces deux hommes ont dédié 26 années de service à l'organisme et ils nous manqueront énormément.



Kris Rondolo



Franco Terrazzano

PRIX DU PROTECTEUR DES CONTRIBUABLES

Le prix du protecteur des contribuables de la FCC est remis aux personnes qui ont contribué de manière significative à la cause de l'émancipation des contribuables. Parmi nos anciens lauréats nous retrouvons entre autres des journalistes comme Lorne Gunter, Linda Leatherdale et Tom Brodbeck, des politiciens comme Ralph Klein, Jim Dinning, Mike Harris, Preston Manning, Werner Schmidt et Lee Morrison et des anciens membres du conseil d'administration et des employés de la FCC y compris Ken Azzopardi, Paul Pagnuelo, Mel Smith et Andy Crooks.

En 2018, la FCC a décerné le prix du protecteur des contribuables à cinq lauréats.

Dean Smith a pris sa retraite cette année. Bien que Dean n'ait jamais reçu cette reconnaissance publique comme beaucoup d'autres employés de la FCC, sa contribution à la cause de l'émancipation des contribuables demeure importante.

Dean était souvent l'employé de la FCC le plus passionné quand il s'agissait de lutter contre des taxes et des impôts élevés, le gaspillage gouvernemental ou le manque d'imputabilité. Il aurait pu nous quitter il y a longtemps et gagner plus d'argent dans le secteur à but lucratif grâce à

ses compétences, mais il a décidé de rester à la FCC, car notre cause lui tenait à cœur et il savait que son travail était important pour les Canadiens.

Le 5 mai 2018, lors de notre rencontre annuelle de planification à Regina, les membres du conseil d'administration ont décerné à Dean la plus prestigieuse distinction de la FCC, celle du prix du protecteur des contribuables.

Le 14 mai 2018, près de 200 supporters de la FCC se sont réunis afin d'honorer quatre membres de renom de l'Université de Calgary : Tom Flanagan, Ted Morton, Barry Cooper et Rainer Knopff avec le prix du protecteur des contribuables.

Ces quatre hommes, connus comme « l'école de Calgary », influencent depuis près de trois décennies les politiciens, le milieu universitaire, les médias et les politiques publiques au Canada. Leurs prix portent une inscription rappelant leur contribution : « *In recognition of providing leadership, mentorship and intellectual ammunition in the battle for lower taxes, free markets and limited and accountable government.* » (En reconnaissance de leur leadership, mentorat et leur contribution intellectuelle dans la lutte pour des taxes et impôts moins élevés, des marchés libres et un gouvernement limité et imputable.)



Scott Hennig (à gauche) remet le Prix du protecteur des contribuables à Dean Smith (à droite) ainsi que deux couvertures encadrées du magazine *The Taxpayer*



De gauche à droite: Troy Lanigan, Rainer Knopff, Ted Morton, Tom Flanagan, Barry Cooper et Adam Daifallah à la cérémonie de remise du Prix du protecteur des contribuables à la Calgary School.

20^E CÉRÉMONIE ANNUELLE DES PRIX TEDDY



Aaron Wudrick anime la 20e cérémonie annuelle de remise des Prix Teddy pour le gaspillage gouvernemental.

Le 22 février, notre directeur fédéral, Aaron Wudrick, et notre mascotte « Porky the Waste Hater » ont animé la 20e cérémonie annuelle des prix Teddy sur la Colline du Parlement. Cette année, nous avons présenté 16 exemples de gaspillage gouvernemental horripilant.

La plupart des ans, nous ne manquons pas de candidats méritants et 2018 n'a pas fait exception à la règle. Parmi les finalistes se trouvaient : la Commission de transport de Toronto pour avoir dépensé 1,9 million de dollars sur des œuvres d'art numériques laissant les clients écrire des mots (y compris des mots grossiers !) qui étaient ensuite projetés en lumières à travers la station; le gouvernement de l'Ontario pour avoir dépensé 200 000 \$ sur un canard géant en caoutchouc; le ministère des Finances du Canada pour avoir dépensé 192 000 \$ sur une œuvre d'art pour la page couverture du budget; le système de paie Phoenix des employés fédéraux qui a coûté 1 milliard de dollars; et Santé Canada pour avoir dépensé 100 000 \$ pour gérer son compte Twitter qui compte en moyenne deux gazouillis par jour.

La Ville de Montréal a remporté le Teddy au niveau municipal pour avoir dépensé 34 millions de dollars sur une course de Formule E, la cousine électrique de la Formule 1. La Ville a construit un tout nouveau circuit, bien qu'elle avait déjà une piste de course de calibre mondial, et l'événement fut un échec total, considérant que près de la moitié des billets disponibles sont demeurés invendus.

Le plan « Fair Hydro » de l'Ontario a remporté le prix Teddy au niveau provincial. On estime que ce plan, mis en place par le gouvernement de Kathleen Wynne, coûtera 39 milliards de dollars aux contribuables au cours des dix prochaines années, après avoir diminué artificiellement les factures d'électricité juste avant l'élection provinciale.

Le ministère du Patrimoine canadien a remporté le Teddy au niveau fédéral pour avoir dépensé 8,2 millions de dollars sur une patinoire temporaire sur la Colline parlementaire dans le cadre des célébrations entourant le 150e anniversaire du Canada. La patinoire a coûté environ 100 000 \$ par jour pour son entretien, nécessitait une réservation 24 heures en avance pour y accéder, et était situé à un coin de rue du canal Rideau, la plus grande et plus célèbre patinoire au Canada.

En dernier, mais non le moindre, la Ville de Calgary, qui a un long historique de gaspillage d'argent des contribuables sur ses œuvres d'art public, a remporté le prix pour l'Œuvre d'une vie. Quelques exemples mémorables de gaspillage au cours des 15 dernières années incluent une grosse sphère et une arche métallique au coût de 221 000 \$, situées derrière une clôture au centre d'entretien et de réparation du Service de protection contre les incendies; un anneau bleu géant, surmonté d'un lampadaire au coût de 470 000 \$; et des lumières DEL installées sur une station de traitement des eaux usées, surnommée « le palais des excréments » au coût de 246 000 \$.

LA LUTTE CONTRE LES TAXES SUR LE CARBONE PROGRESSE

Il y a de cela un peu plus de deux ans, le gouvernement de Justin Trudeau s'est engagé à créer une taxe nationale sur le carbone, si les provinces ne le faisaient pas avant. À l'exception du premier ministre saskatchewanais de l'époque, Brad Wall, les provinces avaient accepté ce plan. L'Ontario a créé une nouvelle taxe sur le carbone utilisant un système de plafonnement et d'échange, le Manitoba a annoncé son intention de créer une nouvelle taxe sur le carbone, l'Alberta a haussé sa taxe sur le carbone, et la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick ont entamé les démarches nécessaires pour commencer à taxer le carbone.

La FCC lutte contre les taxes sur le carbone depuis le tout début et, en 2018, nous avons commencé à regagner du terrain.

Nous poursuivons notre campagne médiatique avec des douzaines d'articles d'opinion contre la taxe sur le carbone écrits par les directeurs de la FCC et publiés dans les principaux journaux à travers le pays.

En février, quelques jours après la démission de Patrick Brown, ex-chef du Parti progressiste conservateur de l'Ontario (et défenseur de la taxe sur le carbone), la FCC est passée en mode « action. » Notre directrice pour l'Ontario, Christine Van Geyn a annoncé le lancement du « No Carbon Tax Pledge » (serment contre toute forme de taxe sur le carbone) et a obtenu la signature des trois candidats à la course à la direction du Parti progressiste-conservateur. Les signataires de ce serment promettent de supprimer la taxe sur le carbone en Ontario et de lutter contre celle du gouvernement Trudeau. Cela représentait un virage politique à 180 degrés pour les conservateurs. En juin, après l'élection provinciale, un des premiers actes du nouveau premier ministre Doug Ford a été d'abroger la taxe ontarienne sur le carbone utilisant le système de plafonnement et d'échange.

En avril, nous avons organisé une tournée pan-canadienne avec le directeur du Center for the Environment au Washington Policy Center, Todd Myers. Todd venait tout juste de réussir à rallier l'opposition dans un référendum sur les taxes sur le carbone à l'échelle de l'État. Les directeurs de la FCC, Aaron Wudrick et Christine Van Geyn, ont organisé une rencontre avec l'équipe chargée du développement de politique pour le chef de l'opposition conservatrice, Andrew Scheer, et le porte-parole conservateur en matière d'environnement, Ed Fast. Ils ont discuté brièvement avec le premier ministre Ford avant de rencontrer le ministre des Finances de l'Ontario,

Vic Fedeli. En Saskatchewan, le directeur de la FCC, Todd MacKay a organisé une rencontre entre M. Myers, le ministre provincial du Commerce, Jeremy Harrison et le ministre de l'Environnement, Dustin Duncan.

Durant l'été, nous avons acheté des panneaux d'affichage en Alberta répondant à l'argument trompeur de Rachel Notley qui prétendait que les taxes sur le carbone obtiendraient l'approbation sociale pour les pipelines.

En octobre, la FCC a finalement réussi à convaincre le premier ministre du Manitoba, Brian Pallister, de s'opposer la taxe sur le carbone. M. Pallister lutte en cour aux côtés du nouveau gouvernement du Nouveau-Brunswick contre la taxe fédérale sur le carbone.

En automne, la FCC a demandé le statut d'intervenant dans l'affaire du Renvoi sur la taxe sur le carbone en Saskatchewan. Malgré l'opposition du gouvernement fédéral, la Cour d'appel de la Saskatchewan nous a accordé le statut d'intervenants et nous serons en cour en 2019. Vers la fin de 2018, le gouvernement de l'Ontario s'est joint à la bataille en intentant une poursuite en justice. La FCC a aussi demandé le statut d'intervenant dans cette affaire.

Il ne fait aucun doute que la FCC a fait des gains importants au cours des trois dernières années, mais la bataille est loin d'être terminée. La taxe fédérale sur le carbone entre en vigueur le 1er avril 2019, et les taxes provinciales sur le carbone en Colombie-Britannique et au Québec sont encore fermement ancrées. Pourtant, notre succès en 2018 ne fait que nous encourager à redoubler nos efforts en 2019.



Le Premier ministre ontarien, Doug Ford, signe le Serment contre la taxe sur le carbone de la FCC avec notre Directrice pour l'Ontario, Christine Van Geyn, en février.

LE PREMIER MINISTRE DE LA SASKATCHEWAN SIGNE LE SERMENT DE LA FCC

Les politiciens font beaucoup de promesses. C'est toujours une bonne idée d'en obtenir une copie par écrit.

Lorsque Brad Wall, l'ex-premier ministre de la Saskatchewan, a quitté ses fonctions, cinq candidats ont tentés leur chance dans la course à la direction du parti gouvernemental en Saskatchewan.

La FCC a lancé un défi aux candidats : signer un engagement promettant d'équilibrer le budget opérationnel en 2019, mettre en place un plan pour réduire la dette d'ici à 2022 et éviter toute forte hausse des impôts.

Ken Cheveldayoff, Gord Wyant et Scott Moe ont tous signé le serment devant les médias.

Le serment a divisé les candidats en deux camps : ceux déterminés à équilibrer le budget selon l'échéancier prévu et ceux qui essayaient d'oublier l'engagement du parti en matière de responsabilité fiscale.

Ultimement, c'est Scott Moe qui a gagné la course à la direction. La Saskatchewan a donc aujourd'hui un premier ministre s'étant engagé à défendre les intérêts des contribuables.

Il est facile d'être cynique face aux promesses de politiciens, mais un serment signé fournit bien plus qu'une ligne de démarcation entre les candidats durant la campagne électorale. Avant de signer le serment, la FCC a clairement expliqué ce qui se passerait avec ces photos : elles se retrouveront sur un panneau d'affichage avec l'un des deux titres suivants : « promesse tenue » ou « promesse brisée ».

Scott Moe a mentionné à plusieurs reprises le panneau d'affichage pendant la campagne électorale. Le premier ministre est parfaitement conscient que cette image représente tant la carotte que le bâton.



Les candidats à la chefferie du Saskatchewan Party signent le Serment de protection des contribuables. De gauche à droite: Ken Cheveldayoff, le Directeur prairies de la FCC Todd MacKay, Gord Wyant et Scott Moe.

LA CAMPAGNE CONTRE LES AUGMENTATIONS AUTOMATIQUES DE LA TAXE SUR L'ALCOOL

En décembre 2017, la FCC a lancé le site web NoEscalatorTax.ca, une campagne à long terme pour combattre cette nouvelle taxe sur la bière, le vin et les spiritueux qui n'arrête jamais de monter, tel un escalier roulant. Le gouvernement Trudeau a introduit cette taxe dans le budget fédéral de 2017. Les taxes sur ces produits augmenteront donc chaque année, automatiquement, sans passer par un vote au Parlement.

En 2018, nous avons distribué des milliers de sous-verre dans des bars et restaurants à travers le Canada afin de mieux faire connaître cette nouvelle taxe. Depuis, plus de 6 000 Canadiens ont envoyé un courriel au ministre des Finances Bill Morneau à travers notre site Web, lui demandant d'abolir son mécanisme d'indexation de la taxe sur l'alcool.

Nous avons aussi collaboré avec les Wack MCs afin de développer un vidéoclip nommé « Beer in the U.S.A. » pour illustrer qu'il est souvent moins dispendieux pour les Canadiens de traverser la frontière pour acheter de l'alcool. La vidéo a été visionnée plus de 100 000 fois sur Facebook et a été sélectionnée pour le prix international Lights, Camera, Liberty de l'Atlas Network.



Le vidéoclip "Beer in the USA" de la FCC diffusé sur le grand écran lors du festival de films "Lights, Camera, Liberty" du Atlas Network à New York, au mois de novembre.

FÊTE DU TRAVAIL : UN RAPPEL À LA RÉALITÉ

Chaque année, avant la longue fin de semaine de la fête du Travail, nous comparons les salaires et les avantages sociaux des employés de l'État à ceux des employés du secteur privé. Bien que les syndicats de l'État célèbrent les généreux salaires et avantages sociaux qu'ils ont été chercher pour leurs membres, nous voulons rappeler aux contribuables canadiens que c'est eux qui paient cette facture. Nous voulons aussi rappeler que plusieurs de ces avantages sociaux dans le secteur public sont presque inédits dans le secteur privé.

Cette année, nous avons comparé les régimes de pensions des employés l'État à ceux du secteur privé. Selon notre analyse des données de Statistique Canada, les régimes risqués à prestations déterminées disparaissent dans le secteur privé, mais demeurent courants pour les employés gouvernementaux. En 1997, 83 % des employés de l'État avaient des régimes à prestations déterminées, par rapport à 23 % des employés dans le secteur privé. Maintenant, 80 % des employés de l'État ont des régimes à prestations déterminées par rapport à 10 % des employés dans le secteur privé.

Sous un régime de pension à prestations déterminées, les employés reçoivent une pension garantie en fonction de leur salaire et de leur temps passé à l'emploi. S'il n'y a pas assez de fonds pour payer la pension des employés, l'employeur doit combler l'écart. Pour les plans de retraite des employés gouvernementaux, cela signifie que les contribuables sont responsables de combler tout écart futur.

VICTOIRES EN COUR POUR LES PREMIÈRES NATIONS

Charmaine Stick s'est alliée à la FCC en 2016 afin de poursuivre la Nation des Cris d'Onion Lake et la forcer à respecter la Loi sur la transparence financière des Premières Nations. La loi exige que les Premières Nations publient des états financiers annuellement ainsi que les salaires et dépenses du chef et du conseil. La Nation des Cris d'Onion Lake refuse de respecter la loi et, pire encore, refuse de montrer ses livres à Charmaine et aux autres membres de la bande.

En 2017, la cour a donné raison à Charmaine et a ordonné à la Nation des Cris d'Onion Lake de respecter la loi et de divulguer ses documents, mais la bande a fait appel. En 2018, la Cour d'appel a confirmé la décision originale et le conseil de bande s'y est finalement conformé.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi le chef et le conseil de la Nation des Cris d'Onion Lake se sont battus si fort pour garder leurs livres fermés.



Charmaine Stick parle aux médias en dehors du Palais de justice de Regina après sa victoire en Cour d'appel.

Le chef Wallace Fox s'était accordé une forte augmentation de salaire, passant de 123 000 \$ en 2015 à 150 692 \$ en 2016. Le salaire moyen pour un chef au Canada est de 58 856 \$. Le revenu moyen pour les habitants de la Nation des Cris d'Onion Lake est de 17 528 \$.

Les documents ont aussi démontré que le chef et le conseil avaient investi plus de 1,4 million de dollars dans une entreprise de technologie en Nouvelle-Zélande, mais n'avaient noté la valeur de l'investissement qu'à 1 \$.

La victoire de Charmaine a fait bien plus que simplement ouvrir les livres de la Nation des Cris d'Onion Lake.

La FCC s'est aussi alliée à Harrison Thunderchild de la Première Nation de Thunderchild. La bande porte le nom de son grand-père. Sa bande a, elle aussi, refusé de divulguer ses documents financiers, malgré le fait qu'Harrison avait travaillé fort pour poursuivre la tradition de service public dans sa famille.

Harrison et la FCC ont aussi fait une demande auprès de la cour contre la Première Nation de Thunderchild. Plutôt que de devoir faire face à des arguments et des appels en cour, le chef et le conseil ont reconnu le précédent créé par l'application de la Nation des Cris d'Onion Lake et ont publié les documents sans attendre l'ordre de la cour.

L'histoire n'est pas terminée cependant. Bien que la grande majorité des bandes continuent à rendre leurs documents publics, un nombre grandissant de bandes refusent de respecter la loi puisqu'Ottawa n'en fait plus l'application. Même la Nation des Cris d'Onion Lake refuse aujourd'hui de dévoiler ses plus récents états financiers. Charmaine travaillera avec la FCC en 2019 afin d'élaborer de nouvelles stratégies juridiques.

Les victoires de Charmaine et de Harrison en 2018 représentent un grand pas en avant pour la transparence financière dans les communautés des Premières Nations.



-> Le Directeur prairies de la FCC, Todd MacKay (au centre), avec Harrison Thunderchild (à gauche) et des membres de la Première nation Thunderchild montrent les cartables de documents auxquels ils ont eu accès suite à leur poursuite contre le conseil de bande.

MONOPOLE DE LA ICBC

L'Insurance Bureau of British Columbia (ICBC) est un monopole gouvernemental offrant une assurance automobile obligatoire aux Britanno-colombiens. Créé par le NPD en 1973 sous Dave Barrett, le premier ministre à l'époque, l'ICBC est l'unique fournisseur d'assurance automobile en Colombie-Britannique. Le ministre responsable de la société la désigne aujourd'hui de fiasco financier puisqu'elle a enregistré une perte d'environ 1 milliard de dollars et offre les taux les plus élevés au Canada. Et ils augmentent encore.

La FCC a lancé une campagne web pour ouvrir la ICBC à la concurrence via le site www.ICBCChoice.ca (anglais seulement), une pétition et une campagne médiatique sont toujours en cours. Sur le site Web, vous pouvez vous procurer des autocollants pour parechocs gratuitement et envoyer des lettres aux politiciens. Le site Web regorge de clin d'œil aux années 1970s. Nous y comparons la ICBC à une Ford Pinto. Nous en avons fait le lancement avec un « camper » orange des années 70 et des costumes disco.

Nous avons aussi assisté au congrès du Parti libéral de la C.-B. avec un « bonhomme Monopoly » en costume complet brandissant une version géante de nos autocollants pour parechocs. Nous avons laissé des cartons publicitaires sur les sièges des délégués et en avons donné aux députés présents, les incitant à ouvrir le marché de l'assurance automobile à la concurrence. Lorsque le chef libéral de la C.-B., Andrew

Wilkinson, a pris la parole et livré son discours, il a repris chacun de nos thèmes y compris nos blagues sur la Pinto. Il a aussi affirmé qu'il était temps de mettre fin au monopole de la ICBC.

Maintenant qu'un grand parti a repris notre vision et les thèmes que nous avons développé, nous sentons que la victoire approche. Les conducteurs britanno-colombiens se rapprochent du jour où ils pourront magasiner leur assurance automobile, après avoir passé 46 ans à payer pour un monopole gouvernemental.



La Directrice pour la Colombie-Britannique de la FCC, Kris Sims, habillée à la mode des années 70 pose devant un camping-car d'époque.



LA FCC SAUVE LES CANADIENS D'UNE FACTURE D'IMPÔT DE PROPORTION OLYMPIQUE

S'il y a eu un projet à la fois ridicule et populaire, appuyé par les politiciens albertains en 2018, c'était bien la candidature de Calgary pour les Jeux olympiques d'hiver de 2026.

Selon le comité de candidature olympique, le coût des jeux aurait été de 5 milliards de dollars, dont 3 milliards proviendraient des poches des contribuables municipaux, provinciaux et fédéraux. Étant donné le coût élevé pour les contribuables, la FCC a pris le taureau par les cornes et s'est opposée à la candidature. Nous avons encouragé les politiciens municipaux et provinciaux à tenir un référendum, tel qu'avait été le cas à Vancouver avant les Jeux en 2010. La première ministre de l'Alberta, Rachel Notley, a accepté et a annoncé que le financement provincial serait conditionnel à un résultat favorable au référendum. Dès que la date du référendum a été annoncée, la FCC s'est positionnée en tant que leader du camp du NON.

Le camp du oui bénéficiant d'un énorme financement, ce fut une lutte difficile pour la FCC. Le comité de candidature olympique a fait énormément de propagande pro-Jeux, financée par l'argent des contribuables. Les partisans du camp du oui ont même lancé une campagne publicitaire d'un million de dollars afin de tenter convaincre les électeurs.

Cependant, en appuyant les lanceurs d'alerte, en publiant des commentaires, en débattant avec le camp du oui, en menant des entrevues médiatiques, en organisant des coups publicitaires et en organisant une campagne pour faire sortir le vote, la FCC a réussi à convaincre la majorité des électeurs calgariens de s'opposer à la candidature. Notre meilleur coup publicitaire a sûrement été d'appuyer la candidature de Stockholm, en Suède, pour l'obtention des jeux. L'appui de la FCC pour cette candidature a attiré une attention considérable des médias canadiens et étrangers. La Swedish Taxpayers Association a quant à elle lancé une riposte ludique en appuyant la candidature de Calgary.

En août 2018, les sondages montraient que 53 % des Calgariens prévoient voter oui. Après la campagne de la FCC, 56 % des électeurs de Calgary ont voté non. Comme l'on aurait pu penser, le camp du OUI a dépensé beaucoup plus que celui du NON.



Le Directeur pour l'Alberta de la FCC, Franco Terrazano, au rallye du camp du Non pour la candidature de Calgary aux Olympiques de 2026.



JOURNÉE ANNUELLE D'HONNÊTÉTÉ FISCALE À LA POMPE

Chaque année, avant la longue fin de semaine de la fête des Patriotes / fête de la Reine, nous organisons des événements un peu partout à travers le pays dans le cadre de notre journée annuelle d'honnêteté fiscale à la pompe. À l'occasion de la 20e édition de cette journée en 2018, nous avons tenu des événements à Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver.

Cette année, nous avons non seulement suggéré l'élimination de la taxe sur le carbone, mais aussi de la taxe d'accise fédérale sur l'essence. Les Canadiens ont besoin d'un allègement fiscal, et éliminer la taxe fédérale d'accise diminuerait rapidement le fardeau fiscal des Canadiens. Les infrastructures routières n'étant pas une responsabilité du gouvernement fédéral, celui-ci ne devrait pas recueillir de taxes sur l'essence.

Éliminer la taxe d'accise fédérale sur l'essence et la taxe sur le carbone permettrait de réduire la part de taxes sur l'essence de 16¢/L. La taxe d'accise fédérale se chiffre à 10¢/L d'essence et 4¢/L de diesel. L'éliminer permettrait aux conducteurs canadiens d'épargner plus de 5 milliards de dollars par an, dont 500 millions de dollars en double taxation, ou taxe sur la taxe. Les gouvernements à travers le pays récolteront près de 24 milliards de dollars en taxes sur l'essence cette année, dont 1,8 milliard de dollars en double taxation.

Nous avons aussi demandé la fin de la double taxation, cette pratique selon laquelle le gouvernement applique des taxes sur les taxes. Le gouvernement calcule ses taxes de vente sur le prix incluant les taxes spécifiques à l'essence. Cela signifie que vous devez payer des taxes de vente sur le montant de taxes spécifiques à l'essence que le gouvernement vous charge. En moyenne, cela représente un coût additionnel de 3¢/L. Malheureusement, avec l'introduction des taxes sur le carbone, la fin de la double taxation semble bien loin.



L'ex-Directeur pour le Québec de la FCC, Carl Vallée, dans le cadre de notre Journée pour l'honnêteté fiscale à la pompe.

LES CONTRIBUABLES ÉCONOMISENT PLUS DE 100 MILLIONS DE DOLLARS SUR LA TAXE DE VENTE D'ASSURANCE

Ce n'est jamais facile pour un gouvernement d'admettre ses erreurs, mais la FCC a réussi à convaincre le gouvernement de la Saskatchewan à réduire la taxe de vente d'assurance de 100 millions de dollars.

Quand les revenus de redevances sur les ressources naturelles ont chuté, le gouvernement provincial s'est retrouvé avec un énorme déficit après une longue période de croissance des dépenses. Au lieu de réduire ses dépenses, le gouvernement provincial a plutôt opté pour une augmentation d'un point de la taxe de vente, la faisant passer de 5% à 6%, et a drastiquement augmenté son champ d'application.

Une part importante des revenus que le gouvernement espérait tirer de son augmentation de la taxe de vente provenait des polices d'assurance. La province recueillait déjà 150 millions de dollars par an en taxes sur les assurances. En y appliquant la taxe de vente, le gouvernement aurait été chercher un autre 200 millions de dollars dans les poches des Saskatchewanais.

Les hausses de taxes sont toujours difficiles à avaler pour les familles et les entreprises qui les paient, mais taxer les polices d'assurances aurait eu un effet encore plus dramatique. Selon un sondage réalisé à la demande de la FCC, de nombreux Saskatchewanais prévoyaient diminuer leur couverture d'assurance afin de compenser pour les coûts plus élevés, leur faisant ainsi courir de plus grands risques.

La FCC s'est immédiatement opposée à cette hausse de taxe et s'est attaquée spécifiquement à l'application de la taxe de vente sur l'assurance.

Durant la campagne à la chefferie du Saskatchewan Party, le parti au pouvoir, la FCC a rencontré tous les candidats et leur a demandé ce qu'ils feraient sur la question de la taxe de vente sur l'assurance. Un candidat, Scott Moe a promis d'éliminer immédiatement la taxe de vente sur l'assurance vie, santé et récolte et d'essayer d'éliminer la taxe de vente sur tous les types d'assurance après avoir équilibré le budget.

Scott Moe est devenu premier ministre et a respecté son engagement. En éliminant la taxe de vente sur l'assurance vie, santé et récolte, les contribuables saskatchewanais économiseront environ 100 millions de dollars par année. Cependant, la lutte pour cesser l'application de la taxe de vente sur tous les types d'assurance continue.

VICTOIRE!

FORD DIMINUE LA TAILLE DU CONSEIL MUNICIPAL DE TORONTO

Toronto compte moins de politiciens aujourd'hui grâce au travail du premier ministre Doug Ford. M. Ford a diminué de moitié la taille de ce conseil municipal dysfonctionnel avant l'élection municipale d'octobre dernier.

Ça n'a pas été un combat facile. De nombreux groupes d'intérêts se sont battus afin de conserver cet énorme conseil municipal, parmi lesquels se trouvaient les politiciens qui risquaient de perdre leurs postes et l'armée d'activistes professionnels travaillant pour eux à l'hôtel de ville.

La loi pour un meilleur gouvernement municipal (Better Local Government Act) qui devait implanter ce changement, a été contestée en cour par la Ville et par d'aspirants politiciens municipaux. La FCC a été là pour défendre les contribuables.

En réduisant la taille du conseil municipal, la Ville économisera jusqu'à 25 millions de dollars au cours des quatre prochaines années et son administration gagnera en efficacité. Moins

de conseillers signifie moins de projets d'éléphants blancs adoptés comme cause du jour par l'un ou l'autre des conseillers.

La FCC a obtenu le statut d'intervenant dans cette bataille juridique et s'est présentée en cour afin de présenter ses arguments en faveur d'une réduction du conseil municipal. Le juge en a d'ailleurs profité pour complimenter le mémoire que nous avons présenté et a affirmé que notre argument l'avait convaincu sur une question en particulier.

Comme il a été révélé, la FCC et la province ont perdu cette bataille en cour de première instance. Cependant, un appel intérimaire a été obtenu et la Ville a été obligée d'accepter un conseil municipal plus petit. La bataille n'est pas terminée cependant. La Ville a fait appel de cette décision et ses arguments seront entendus en juin 2019. La FCC sera encore présente et continuera à défendre les contribuables.



La Directrice pour l'Ontario de la FCC, Christine Van Geyn, est dans un scrum médiatique suite à l'annonce du Premier ministre Ford visant à couper la taille du Conseil municipal de Toronto.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU VANCOUVER MÉTROPOLITAIN RECOULE SUR SA HAUSSE DE SALAIRE

Le conseil d'administration du Vancouver métropolitain comprend toutes les villes du *Lower Mainland*, cette région de la Colombie-Britannique où se trouve Vancouver. Ses conseillers se rencontrent en moyenne une fois par mois pour discuter de questions touchant notamment aux réseaux d'aqueduc et d'égout. Les membres du conseil sont des conseillers municipaux ou des maires des municipalités membres. Ceux-ci obtiennent une compensation monétaire pour leur présence à ces rencontres régionales, ce en plus de leurs salaires d'élus dans leurs municipalités.

Un vendredi après-midi en mars dernier, la FCC a obtenu un appel anonyme leur informant que le conseil d'administration du Vancouver métropolitain venait de se voter une prime de fin de carrière et une augmentation de salaire. Les politiciens siégeant sur ce conseil et choisissant de ne pas solliciter d'autre mandat recevraient ainsi une prime de départ de 15 000\$.

Nous avons immédiatement communiqué avec nos contacts médiatiques et nous avons appris qu'aucun journaliste n'était présent à la rencontre. C'était donc à nous de répandre la nouvelle. Nous avons contacté tous les grands médias dans la région de Vancouver et leur avons accordé 15 entrevues. Nous avons partagé la nouvelle sur les médias sociaux et encouragé les contribuables à riposter. Ils ont répondu à notre appel.

Le conseil d'administration a annulé l'augmentation de salaire lors de la réunion suivante devant une tribune de presse bondée, tandis que certains politiciens se sont plaints du nombre de courriels, appels téléphoniques et messages sur les médias sociaux qu'ils avaient dû endurer.

PROJET ÉOLIEN À APUIAT : LE GOUVERNEMENT RECOULE

Juste avant l'élection provinciale au Québec, le gouvernement de Philippe Couillard, a annoncé son intention d'aller de l'avant avec un projet éolien controversé sur la Côte-Nord. Ce projet de 600 millions de dollars aurait permis la construction d'un champ d'éoliennes avec une capacité potentielle de 200 MW d'électricité. Seuls hics : Hydro-Québec, le monopole d'électricité provincial, a d'énormes surplus énergétiques (de l'ordre de 10 TWh pour la dernière année seulement) et se trouverait forcé d'acheter cette électricité à fort prix au lieu d'utiliser l'énergie peu coûteuse de ses barrages. Selon les estimés d'Hydro-Québec, ce projet aurait causé des pertes de 2 milliards de dollars au cours de ses 25 ans de vie utile.

La FCC a pris le taureau par les cornes et a dénoncé ce projet. Nous avons publié un article d'opinion dans La Presse et lancé une pétition demandant aux politiciens de mettre fin à leur interférence dans la gestion d'Hydro-Québec. Nos supporteurs ont répondu à notre appel et plus de 5 000 Québécois ont signé notre pétition et appuyé publiquement nos efforts pour mettre fin à cette folie. Dès le début de la campagne électorale, le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, a promis de laisser tomber ce projet s'il était élu.

Peu après son élection cependant, son nouveau ministre de l'Énergie a commencé à hésiter et a indiqué que le projet irait peut-être de l'avant. Nous n'avons pas perdu de temps et avons lancé une campagne de courriels demandant au gouvernement caquiste de tenir sa promesse. Nous avons commencé à envoyer des courriels le vendredi après-midi. Le mardi suivant, le ministre a annoncé qu'il allait demander à Hydro-Québec de laisser tomber le projet. Ce fut une victoire formidable pour les contribuables à travers la province.

Metro Vancouver board plans to reverse pay raises after public 'outrage'



Outcry prompts chair Greg Moore to table motion to negate new compensation deal

CBC News - Posted: Apr 03, 2018 11:35 PM PT | Last Updated: April 4



PROGRAMME DE STAGES ÉTUDIANTS

2018 marquait le 10e anniversaire de notre programme de stage destiné aux étudiants. Ce programme de stages rémunérés offre une occasion unique pour les étudiants de niveau postsecondaire de travailler auprès de notre équipe de communications. Les stagiaires fournissent une aide précieuse à notre travail tout en améliorant leurs compétences en recherche et en apprenant davantage à propos des impôts, du gaspillage et du manque d'imputabilité au gouvernement.

Trois étudiants ont participé cette année : Kaleb Archer de l'Université de Regina, Geremy Miller de l'Université McMaster et Daniel Perry de l'Université d'Ottawa. Kaleb et Geremy ont été sélectionnés pour le programme de stage d'été parmi 14 candidats. Kaleb a travaillé à notre siège social de Régina, tandis que Geremy a travaillé dans nos bureaux d'Ottawa. Daniel s'est joint au bureau d'Ottawa au cours du semestre d'automne.

Un quatrième stagiaire, Nick Marsh de l'University of Western Australia a travaillé aux bureaux de la FCC à Ottawa grâce à un programme de la Mannkal Economic Education Foundation. Nick nous a aidé à réaliser divers projets, notamment en enfilant le costume de notre mascotte Porky au cours de la cérémonie des prix Teddy en 2018 et en aidant la World Taxpayers Associations (présidée par Troy Lanigan) au cours de l'hiver 2018.



Nick Marsh

Ces stagiaires nous ont aidé dans notre travail de recherche, nos demandes d'accès à l'information et nos événements médiatiques. Les trois stagiaires canadiens se sont aussi impliqués dans notre initiative Génération sacrifiée. Kaleb était notre coordonnateur pour l'Université de Saskatchewan, Geremy était notre coordonnateur régional pour l'ouest de l'Ontario et Daniel était notre coordonnateur régional pour l'est de l'Ontario.

Daniel Perry (en haut à gauche), Geremy Miller (en haut à droite), Kaleb Archer (bas) et Nick Marsh

GÉNÉRATION SACRIFIÉE

Depuis ses humbles débuts sur quelques campus universitaires en 2013, Génération sacrifiée (GS) est devenu le plus grand mouvement étudiant non-partisan au pays, luttant contre l'omniprésence de l'état et les dépenses injustifiées.

Présent sur une trentaine de campus collégiaux et universitaires, Génération sacrifiée cherche à mobiliser les jeunes Canadiens contre le surendettement gouvernemental causé par le gaspillage et les déficits chroniques de politiciens à tous les paliers de gouvernement. Les coordonnateurs GS sur les campus aident à mobiliser leurs collègues et organisent des événements, des rassemblements, et des campagnes tant en ligne que sur leurs campus.

Voici quelques-unes des primeurs de Génération sacrifiée cette année : la première tournée au Canada Atlantique, visitant quatre universités à Terre-Neuve et en Nouvelle-Écosse, ainsi que la tenue de la première rencontre nationale de planification en février à Ottawa.



De gauche à droite: Hugo Cordeau (Université de Montréal), John Ployer, Sam Dagres (McGill), Zachary Bradley (Concordia), Stephann Sahnkow (Coordonnateur régional pour le Québec), et Olivier Deschenes (Université Laval).



Des étudiants de Génération sacrifiée montrant la dette fédérale devant le Parlement en février.



L'équipe de l'Ouest de l'Ontario de Génération sacrifiée. De gauche à droite: Kris Rondolo, Directrice exécutive de GS; Juliana van Gaalen, Coordinatrice pour l'université Western; Jeremy Miller, ex-stagiaire de la FCC et Coordinateur de GS; et Ismail Aslam, Coordinateur pour l'université McMaster.

L'équipe a terminé l'année scolaire 2017-2018 en tenant deux Forums à Calgary et Montréal et une campagne de recrutement à l'échelle nationale pour la prochaine génération de leaders sur le campus.

Avant l'année scolaire 2018-2019, la nouvelle équipe de GS a participé à une retraite de planification au Québec, au cours de laquelle ils ont eu l'occasion de parfaire leurs compétences en matière de mobilisation et mettre à niveau leur savoir-faire en organisation sur les campus.

La nouvelle équipe de GS a utilisé ces nouvelles compétences acquises en participant à des campagnes comme le camp du NON pour la candidature de Calgary aux Jeux olympiques, « Support Canadian Energy » à Ottawa ou la campagne pour mettre fin au monopole de la ICBC à Victoria.



La Coordinatrice de GS Anastasiia Cherygova tenant un kiosque à l'université d'Ottawa.



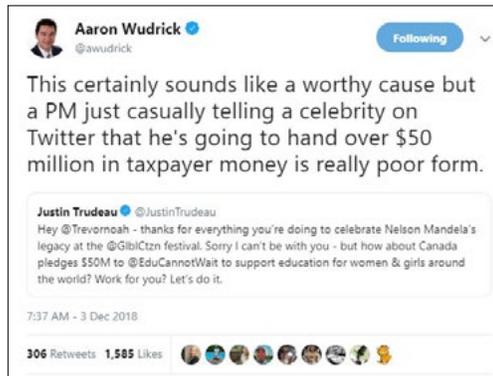
Les coordonnateurs de GS à Calgary aidant le camp du Non pour la candidature de Calgary aux Olympiques de 2026.

MÉDIAS SOCIAUX

Notre page principale sur Facebook a atteint plus de 100 000 adeptes en 2018. À la fin de l'année, la page avait 103 817 mentions j'aime, une augmentation de 12 616 par rapport à la dernière année. En 2018, nous avons lancé une page francophone pour la Fédération canadienne des contribuables et une page pour les contribuables de l'Alberta. Ces pages, ainsi que celle de Génération sacrifiée, en sont aujourd'hui à un total de 19 739 mentions j'aime, une augmentation de 3 316 pour l'année.

Les Canadiens ont interagi avec nos 1 881 messages sur Facebook en y publiant 344 755 commentaires, 967 901 réactions et 446 675 partages. Cet engagement signifie que notre contenu sur Facebook a obtenu 62 millions d'impressions et nos vidéos ont été visionnées 3,2 millions de fois.

À la fin de l'année, notre compte principal sur Twitter (@taxpayerDOTcom) avait plus de 8 400 abonnés. Cependant, plusieurs de nos directeurs des communications ont rivalisé ou excédé ce nombre. Notre directrice pour la Colombie-Britannique, Kris Sims, a 7 500 abonnés, la directrice pour le Canada Atlantique, Paige MacPherson en a 8 900 et notre directeur fédéral, Aaron Wudrick en a 9 200.



Ce tweet d'Aaron Wudrick a été lu par plus de 285 000 personnes.



Ce vidéo de la FCC à propos de l'annulation de la dette de Chrysler en octobre a été vu au-delà de 203 000 fois.

MÉDIAS TRADITIONNELS

Grâce à nos directeurs des communications partout à travers le pays, la FCC travaille régulièrement avec les médias afin de populariser nos campagnes et nos idées auprès des Canadiens.

Nombre de mentions en 2018 :

 Télévision – 1 347 (anglais), 153 (français)

 Radio – 7 237 (anglais), 16 (français)

 Presse écrite – 661 (anglais), 76 (français)

N.B. : Ces données proviennent d'une recherche effectuée auprès de 26 journaux anglais, quatre journaux francophones, 111 stations de radio, 84 stations de télévision anglaise et 26 stations de télévision francophones.

« C'est bien que la Fédération canadienne des contribuables veille au grain. Alors que les salles de nouvelles ont bien peu de fonds, le travail de la FCC est d'une grande aide. »

– James Miller, éditeur en chef, Kelowna Daily Courier (15 février 2018)

QUELQUES CHIFFRES



Nombre de copies du magazine *The Taxpayer* imprimées en 2018 :

93,600



Nombre de dons reçus en 2017-2018 :

31,205



Nombre de supporteurs de la FCC à la fin de 2018 :

141,000



Nombre de personnes qui ont signé une pétition de la FCC en 2018 :

204,241



Nombre d'événements sur les campus organisés par Génération sacrifiée en 2017-2018 :

65



Nombre de demandes d'accès à l'information déposées :

2,743



Nombre de visites uniques sur le site DebtClock.ca :

536,684



Nombre de communiqués de presse émis par des directeurs de la FCC :

118



Nombre de vidéos produites par la FCC :

93



Nombre d'articles d'opinion écrits par des directeurs de la FCC :

125



Augmentation de la dette fédérale en 2017-2018 :

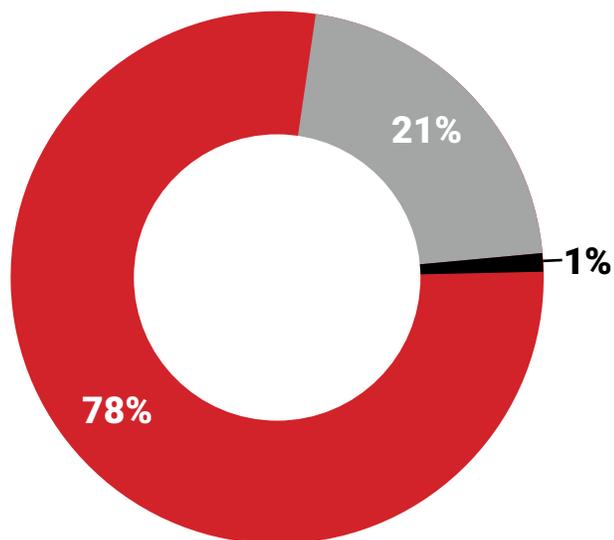
\$22,714,000,000

Augmentation de la dette fédérale en 2017-2018 :

1 62 888

RAPPORT FINANCIER 2018

Revenus



■ Dons de moins de 1 000\$	3 957 153\$
■ Dons de 1 000\$ et plus	1 088 522\$
■ Événements, intérêts et autre	56 541\$

Revenus totaux **5.1M\$**

Supporters **141 145**

Dons < 1 000\$ 30 551

Dons > 1 000\$ 654

État de la situation financière

– Sommaire en date du 30 juin 2018

Actifs courants	486 812\$
Immobilisations	15 036\$
Investissements à long terme	93 946\$
	595 795\$

Passifs - comptes payables et charges	75 118\$
Actifs nets	520 667\$
	595 795\$

État des résultats

– Sommaire pour l'année terminée le 30 juin 2018

Revenus	5 102 216\$
Dépenses	5 006 666\$

Excédent des produits sur les charges 95 550\$

COMMENT APPUYER LA FCC

La Fédération canadienne des contribuables est entièrement soutenue grâce aux dons de dizaines de milliers de Canadiens. Nous ne sollicitons et n'acceptons aucun financement de partis politiques ou de gouvernements. Nous existons uniquement grâce au soutien d'un grand nombre de Canadiens qui souhaitent que les politiciens entendent enfin leur voix.

Tel que l'a dit l'ex-président américain Ronald Reagan : « *When you can't make them see the light, make them feel the heat.* » La FCC fait les deux. Mais nous ne pouvons pas l'accomplir seuls. Nous avons besoin du soutien de centaines de milliers de Canadiens pour pouvoir faire voir la lumière et faire sentir la pression à nos politiciens



Inscrivez-vous pour recevoir nos courriels de mise à jour sur nos actions. Ce n'est ni une infolettre ni un pourriel. Nous n'envoyons des courriels que lorsque nous avons besoin de votre participation dans le cadre de l'une de nos campagnes. Vous pouvez vous joindre gratuitement sur le site web Contribuables.ca.



Soutenez nos efforts grâce à un don. Joignez-vous à des dizaines de milliers de Canadiens et versez quelques dollars pour nous permettre de mener des campagnes pour faire changer les politiques publiques au Canada et nous permettre d'embaucher les bonnes personnes pour s'en occuper.

- 1) Vous pouvez faire un don en ligne à :
www.taxpayer.com/donate-fr/donate-fr
- 2) Vous pouvez faire un don par la poste à :
265-438 Victoria Ave East, Régina (SK) S4N 0N7
- 3) Vous pouvez faire un don par téléphone (en anglais) en composant le : 1-800-667-7933
- 4) Ou vous pouvez nous téléphoner et demander d'organiser une rencontre en personne avec un de nos représentants locaux.



Pour obtenir plus de renseignements concernant les dons in memoriam dans votre testament ou un héritage vivant, veuillez visiter taxpayer.com/Legacy ou communiquer avec Rick Pepper, directeur du programme de patrimoine, à rpepper@taxpayer.com.



Visitez nos sites Web :

www.contribuables.ca
www.DebtClock.ca
www.GenerationScrewed.ca

Communiquez avec nous :

Siège social
265-438 Victoria Ave E
Regina, SK S4N 0N7
1-800-667-7933

Bureau d'Ottawa
Suite 712 - 170 Laurier Ave W
Ottawa, ON K1P 5V5
1-800-265-0442

